

Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie

au 31 décembre 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangé les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. », à savoir « de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, – données arrêtées à la date du 28 février 2018.

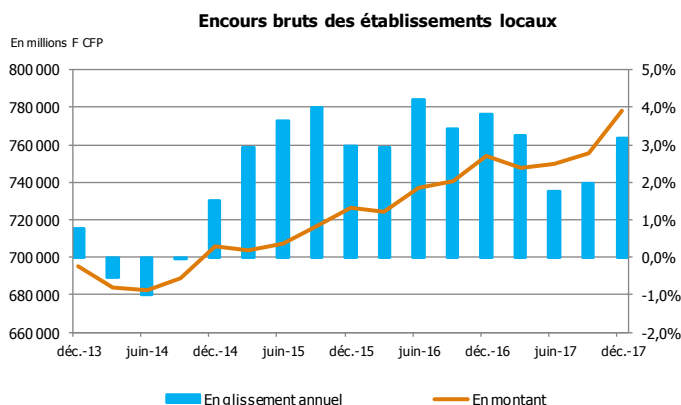
SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Raffermissement de l'activité bancaire

L'amélioration encore fragile de la conjoncture économique, qui semble se poursuivre en cette fin d'année 2017, se traduit par un raffermissement de l'investissement privé. **L'encours brut total des crédits** octroyés par les établissements de crédit installés localement (ECIL) progresse de 3,2 % (après +1,7 % six mois plus tôt), tiré par le dynamisme des crédits à l'habitat des ménages (+6,6 %) et des entreprises (+6,5 %).

La qualité du portefeuille des banques est globalement satisfaisante, le taux des créances douteuses portées par les établissements de crédit locaux reculant même au dernier trimestre de l'année à 3,19 %, soit son plus faible niveau depuis un an (3,13 % en décembre 2016).

Parallèlement, la progression de **l'encours des actifs** financiers détenus par les agents économiques se stabilise en glissement annuel à +1,8 % (après +1,9 % à fin juin 2017). Cette hausse s'explique principalement par l'évolution des actifs des ménages (53 % du total), et également des « autres agents » (respectivement de +1,6 % et +5,4 %). Les placements hors zone d'émission (20 % des actifs) continuent de croître en glissement annuel (+2,0 %), en lien avec la hausse des contrats d'assurance-vie (+3,9 %).



Rebond des crédits aux entreprises

L'encours sain des **crédits aux entreprises** octroyés localement s'établit à 335 milliards de F CFP.

Alors qu'ils s'étaient contractés en glissement annuel sur les deux trimestres précédents, ils se retournent à la hausse (+1,0 %, après -0,6 % en juin 2017), sous l'effet de l'augmentation des **crédits à l'habitat** (+6,5 %) et, dans une moindre mesure, de celle des **crédits d'exploitation** (+0,7 %). Parallèlement, les **crédits d'investissement**, représentant 55 % des crédits aux entreprises continuent de reculer, mais à un rythme plus modéré (-0,6 %, après -1,4 % six mois plus tôt).

Après avoir atteint une croissance record à 23,1 % au 3^e trimestre 2015, les crédits à l'habitat des entreprises ont ralenti progressivement jusqu'au 3^e trimestre 2017 à 2,4 %, avant de rebondir au trimestre suivant à 6,5 %.

Regain de dynamisme des crédits aux ménages

L'encours sain des **crédits aux ménages** octroyés localement atteint 387 milliards de F CFP.

Ces crédits retrouvent un rythme de croissance plus soutenu en cette fin d'année 2017, de 5,4 % en glissement annuel (après +4,6 % six mois auparavant).

Comme pour les entreprises, cette accélération s'explique principalement par les **crédits à l'habitat**, qui représentent 83 % des crédits accordés aux ménages calédoniens. Ils augmentent de 6,6 % en glissement annuel, après +5,8 % six mois plus tôt, mais restent en deçà des rythmes de progression atteints un an auparavant (autour de +8,0 %).

Les **crédits à la consommation**, qui représentent 16 % des crédits des ménages, progressent modestement (+0,5 %), après un léger repli six mois plus tôt (-0,5 %).

Net redressement des crédits aux collectivités locales

À la faveur d'un rebond au dernier trimestre (+4,8 %, après -3,9 % en juin 2017), les **collectivités locales** voient l'encours de leurs **crédits consentis localement** atteindre un nouveau point haut à 17 milliards de F CFP.

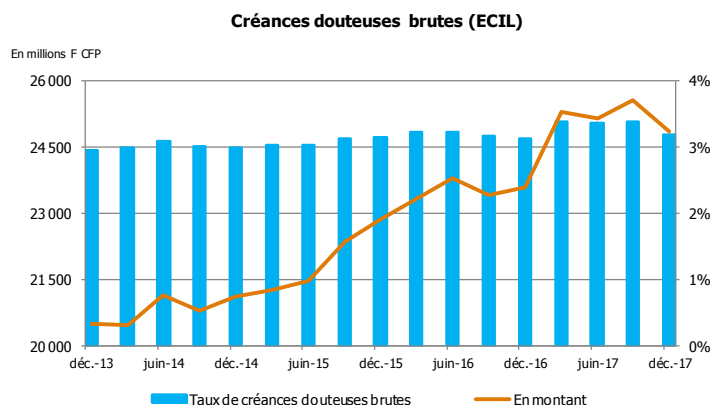
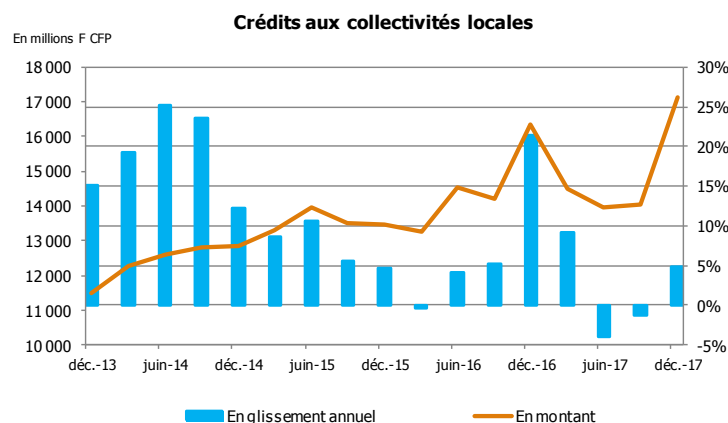
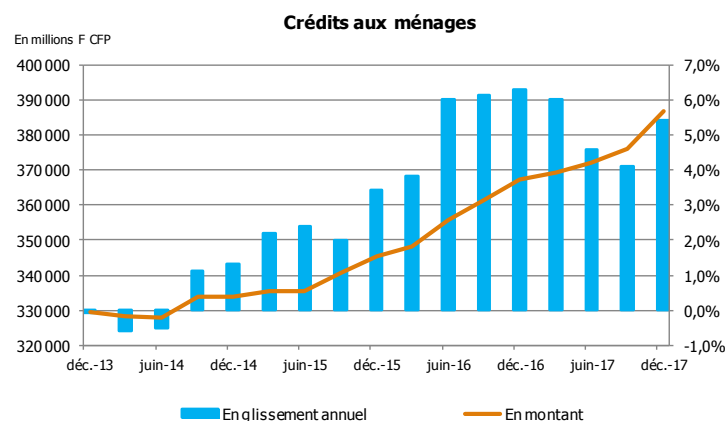
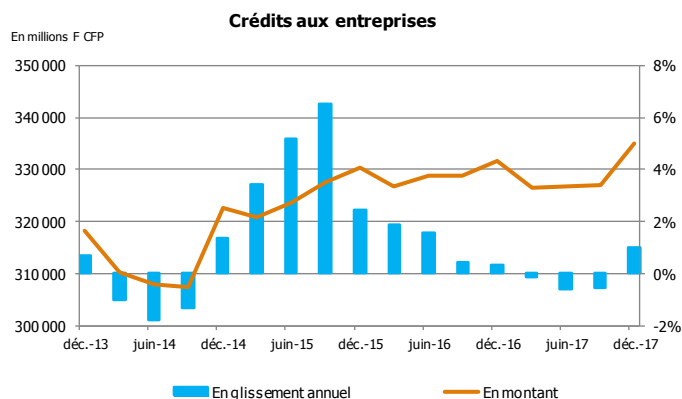
Ce redressement est à imputer aux **crédits d'exploitation** qui enregistrent une nette progression de 84,4 %, tandis que les **crédits d'investissement** (73 % du total des crédits locaux aux collectivités locales) se replient sensiblement après plusieurs trimestres de hausse (-9,5 %, après +3,0 % six mois plus tôt). Pour mémoire, les collectivités locales ne sont financées qu'à la marge localement, l'essentiel de leurs financements est apporté par des établissements de crédit hors zone d'émission.

L'encours des **crédits des autres agents** continue de se replier (-7,8 %, après -15,6 % six mois plus tôt).

Léger recul de la sinistralité

Après avoir progressé au cours du 1^{er} semestre 2017, l'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit locaux recule de 1,2 % sur la deuxième partie de l'année. L'encours brut total progresse de 3,8 % sur la même période, entraînant une baisse du taux des créances douteuses, qui s'établit à 3,19 % à fin décembre 2017 (+0,22 point).

Le **taux de provisionnement** de ces créances douteuses est de 61,4 %, en baisse de 1,0 point sur le semestre.



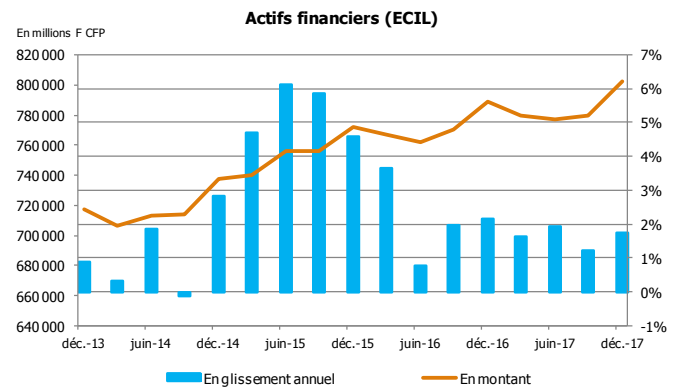
Progression stable des actifs financiers

Les actifs financiers détenus par l'ensemble des agents économiques calédoniens, principalement constitués de dépôts locaux (80 %), atteignent 802 milliards de F CFP à fin décembre 2017. Leur rythme de progression se stabilise au même niveau qu'au semestre précédent (+1,8 % en glissement annuel, après +1,9 % six mois auparavant).

Cette hausse est liée principalement aux **dépôts des ménages** (53 % du total), notamment des dépôts à vue (+4,1 %) et de l'épargne à long terme, tandis que les placements liquides ou à court terme se retournent à la baisse.

Les **actifs financiers des sociétés non financières** (un tiers de l'encours total), stables six mois auparavant, augmentent légèrement sur un an (+0,4 %). Cette légère progression masque toujours des mouvements opposés qui se compensent des dépôts à vue (+9,7 % soit + 15,5 milliards) et des placements liquides ou à court terme (-14,9 % soit -14,8 milliards de F CFP). Ces derniers sont tirés à la baisse principalement par les comptes à terme, en recul de 16,6 % sur un an (après -0,4 % six mois plus tôt).

Enfin, les **dépôts des autres agents** (15 % du total) augmentent à un rythme plus soutenu (+5,4 %, après +1,0 % au 30 juin 2017) du fait du retournement à la hausse des comptes à terme (+2,5 %, après -8,0 % six mois auparavant).

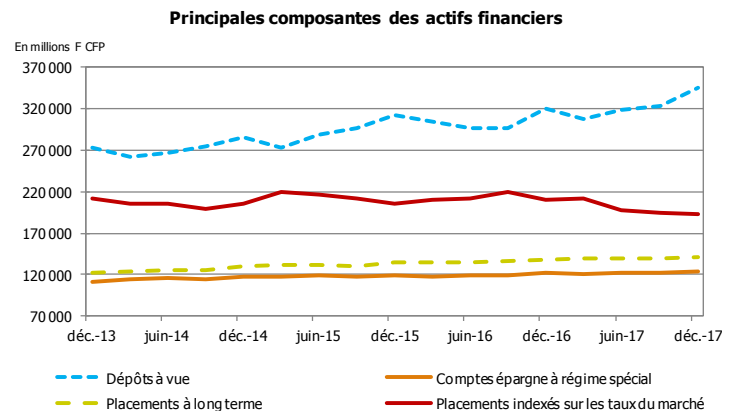


Augmentation des dépôts locaux

L'encours des **dépôts collectés et gérés par le système bancaire local** continue de progresser sur un an au même rythme qu'au semestre précédent (+1,7 % après +1,8 % six mois plus tôt). Il s'élève à 644 milliards de F CFP à fin décembre 2017.

Cette hausse est due principalement aux **dépôts à vue** qui continuent de progresser à un rythme soutenu (+7,9 %) et dans une moindre mesure par les **comptes d'épargne à régime spécial** qui augmentent de manière plus modérée (+1,1 % sur un an, après +3,2 % six mois plus tôt).

À l'inverse, les **placements indexés sur les taux du marché** poursuivent leur repli (-7,5 % après -7,1 % six mois plus tôt). Ce mouvement baissier ne concerne plus que les sociétés non financières et les ménages (respectivement de -14,9 % et -9,1 %), en lien avec le recul des dépôts à terme (respectivement de -16,6 % et -8,8 %) tandis que ce type d'épargne se remettait à progresser pour les autres agents (+2,5 % après -8,0 % six mois plus tôt).



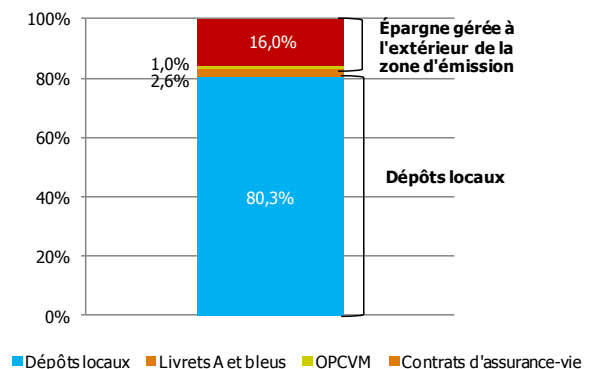
Hausse des placements hors zone d'émission

Parallèlement aux dépôts conservés sur des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission. Ces avoirs continuent de progresser sur un an (+2,0 %), du fait de l'augmentation des contrats d'assurance-vie (+3,9 %), qui représentent 82 % de l'épargne collectée par les banques mais gérée en dehors de la zone d'émission.

L'encours des livrets A et bleu (13 % des placements hors zone) continue en revanche de se replier (-0,9 %, après -1,5 % six mois plus tôt), compte tenu de la moindre attractivité de ces supports suite à la révision à la baisse de leur taux de rémunération, ramené à 0,75 % le 1^{er} aout 2015 et inchangé depuis (taux fixe jusqu'au 31/01/2020, confirmé par arrêté du 27/11/2017).

Enfin, l'encours des dépôts sur d'autres types de supports, qui représentent globalement 8,4 milliards de F CFP, continue de se contracter sensiblement sur un an (-15,1 %).

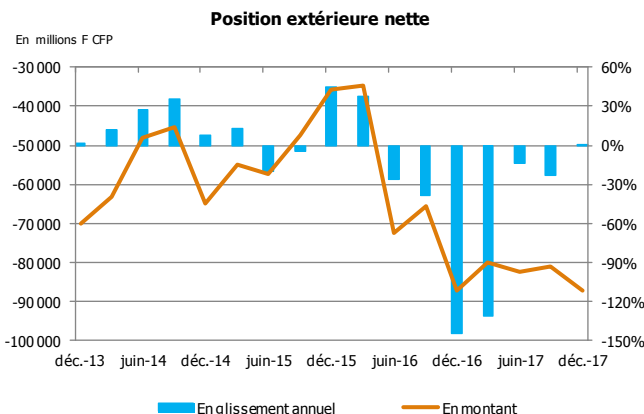
Répartition des dépôts



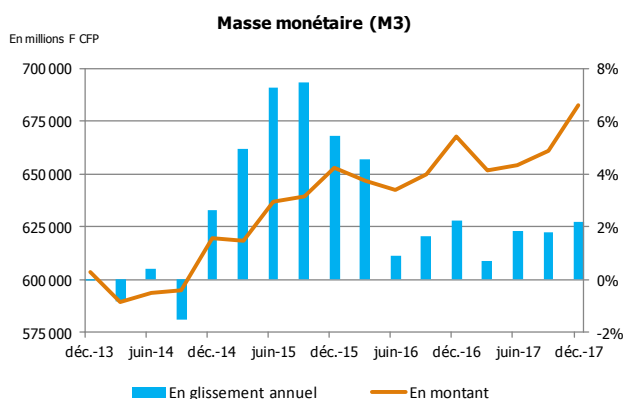
Creusement du déficit emplois-ressources de la place bancaire

Dégradation du solde emplois-ressources à un niveau élevé

Le système bancaire local enregistre une dégradation de son solde emplois-ressources clientèle, qui s'accroît de 12,9 milliards de F CFP sur un an (+9,5 %). Cette hausse s'explique par la progression en montant des crédits bruts (+24,1 milliards de F CFP), plus marquée que la collecte des dépôts (+11,2 milliards de F CFP). Les dépôts collectés couvrent 84,0 % des ressources locales des établissements calédoniens, après 84,8 % à fin décembre 2016. Parallèlement, la position extérieure nette s'établit à -87 milliards de F CFP. Le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se stabilise en glissement annuel (+0,1 %), en raison d'une baisse des engagements hors zone d'émission (-6,0 %).



Progression de la masse monétaire



Le rythme de croissance de la masse monétaire (M3) est relativement stable. Elle progresse à 2,2 % en glissement annuel, soit au même rythme qu'il y a un an (après +1,8 % six mois plus tôt), pour s'établir à 682,5 milliards de F CFP. Cette augmentation est imputable principalement à celle des dépôts à vue (+7,9 %), tandis que les dépôts à terme se replient (-7,1 %).

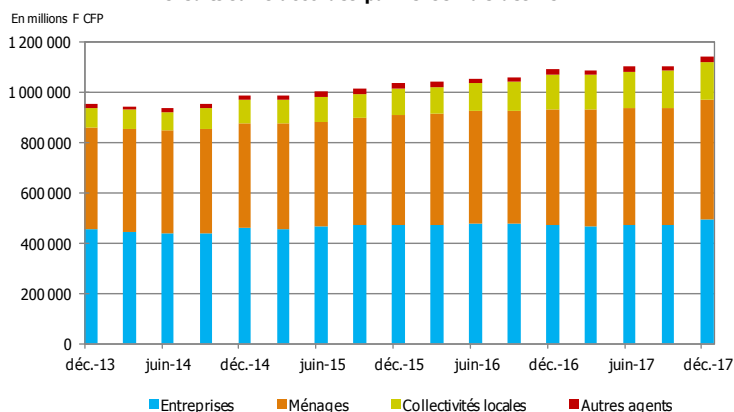
ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

En complément des opérations réalisées avec les intervenants du système bancaire local, les agents économiques calédoniens ont recours à des financements auprès d'établissements situés **hors de la zone d'émission**.

La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 34,2 % du total des engagements (+1,1 point sur un an). Elle est de 19,3 % sur la clientèle des ménages, de 31,7 % sur les entreprises (+1,8 point sur un an), et de 88,9 % des crédits aux collectivités locales.

À fin décembre 2017, l'**encours brut total** des crédits octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) atteint 1 145 milliards de F CFP, en hausse de 4,8 % en glissement annuel. Il ralentit légèrement comparé à décembre 2016 (+5,4 %), tout en conservant un rythme relativement soutenu. Cette croissance est portée pour 57 % par les établissements situés hors zone, essentiellement par les crédits aux entreprises et aux collectivités locales, tandis que la hausse des encours des établissements de la zone d'émission (43 %) est tirée principalement par les crédits à l'habitat aux ménages.

Crédits sains accordés par l'ensemble des EC



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la Métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

En millions de F CFP	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	Variations	
									1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	16 069	17 363	20 411	20 843	20 137	20 790	21 222	22 148	6,5%	6,3%
<i>Billets</i>	<i>14 182</i>	<i>15 344</i>	<i>18 308</i>	<i>18 654</i>	<i>17 953</i>	<i>18 571</i>	<i>19 021</i>	<i>19 934</i>	7,3%	6,9%
<i>Pièces</i>	<i>1 887</i>	<i>2 019</i>	<i>2 103</i>	<i>2 189</i>	<i>2 184</i>	<i>2 219</i>	<i>2 201</i>	<i>2 214</i>	-0,2%	1,1%
Dépôts à vue	273 632	286 353	312 361	319 592	308 195	319 042	324 190	344 898	8,1%	7,9%
TOTAL M1	289 701	303 717	332 773	340 435	328 332	339 832	345 413	367 046	8,0%	7,8%
M2-M1	111 050	116 850	119 644	122 072	121 147	121 602	121 923	122 968	1,1%	0,7%
Comptes sur livrets	110 420	116 325	119 150	121 611	120 688	121 146	121 476	122 517	1,1%	0,7%
Comptes épargne logement	630	525	494	461	459	456	448	451	-1,3%	-2,3%
TOTAL M2	400 751	420 567	452 417	462 507	449 480	461 434	467 336	490 014	6,2%	5,9%
M3-M2	202 832	198 978	200 792	205 298	202 082	192 881	193 943	192 479	-0,2%	-6,2%
Dépôts à terme	198 128	178 698	171 949	179 477	181 687	168 865	166 425	166 647	-1,3%	-7,1%
Titres de créance négociables	4 665	20 280	28 843	25 820	20 395	24 016	27 518	25 833	7,6%	0,0%
Bons de caisse	39	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M3	603 583	619 544	653 209	667 805	651 561	654 315	661 279	682 493	4,3%	2,2%
P1	3 527	3 985	4 756	4 856	4 851	4 891	4 839	4 915	0,5%	1,2%
Plans d'épargne logement	3 338	3 771	4 517	4 582	4 579	4 581	4 544	4 627	1,0%	1,0%
Autres comptes d'épargne à régime spécial	189	213	240	274	272	311	295	287	-7,5%	4,9%
M3+P1	607 110	623 529	657 965	672 660	656 412	659 207	666 118	687 408	4,3%	2,2%

Contreparties de la masse monétaire

En millions de F CFP	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	Variations	
									1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	138 699	139 112	161 351	194 801	181 360	170 108	188 195	169 634	-0,3%	-12,9%
Institut d'émission	54 361	57 195	58 877	90 999	73 807	66 989	78 743	77 182	15,2%	-15,2%
Établissements de crédit	84 338	81 917	102 475	103 802	107 554	103 119	109 452	92 453	-10,3%	-10,9%
Créances du Trésor public	22 095	24 172	24 365	24 261	23 102	24 689	24 461	24 867	0,7%	2,5%
Concours sur ressources monétaires	442 789	456 260	467 492	448 743	447 099	459 518	448 623	487 992	6,2%	8,7%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	695 147	705 771	726 700	754 378	747 595	750 073	755 485	778 493	3,8%	3,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	252 358	249 510	259 208	305 635	300 496	290 555	306 862	290 501	0,0%	-5,0%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>61 314</i>	<i>66 445</i>	<i>70 572</i>	<i>76 285</i>	<i>76 243</i>	<i>79 128</i>	<i>76 703</i>	<i>74 208</i>	-6,2%	-2,7%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>12 455</i>	<i>12 533</i>	<i>13 653</i>	<i>14 773</i>	<i>15 072</i>	<i>15 199</i>	<i>15 201</i>	<i>15 254</i>	0,4%	3,3%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>154 320</i>	<i>146 700</i>	<i>138 209</i>	<i>190 997</i>	<i>187 449</i>	<i>185 362</i>	<i>190 382</i>	<i>179 569</i>	-3,1%	-6,0%
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>3 527</i>	<i>3 985</i>	<i>4 756</i>	<i>4 856</i>	<i>4 851</i>	<i>4 891</i>	<i>4 839</i>	<i>4 915</i>	0,5%	1,2%
<i>Divers</i>	<i>20 741</i>	<i>19 848</i>	<i>32 018</i>	<i>18 724</i>	<i>16 881</i>	<i>5 975</i>	<i>19 737</i>	<i>16 556</i>	177,1%	-11,6%
Total M3	603 583	619 544	653 209	667 805	651 561	654 315	661 279	682 493	4,3%	2,2%
Position extérieure nette	-69 983	-64 783	-35 734	-87 195	-79 895	-82 243	-80 930	-87 116	-5,9%	0,1%

Équilibre emplois - ressources

En millions de F CFP	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	Variations	
									1 sem	1 an
Emplois	739 535	756 938	762 680	815 786	797 419	794 679	796 283	828 297	4,2%	1,5%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	695 147	705 771	726 700	754 378	747 595	750 073	755 485	778 493	3,8%	3,2%
Réserves obligatoires et libres	44 388	51 168	35 980	61 409	49 824	44 606	40 797	49 804	11,7%	-18,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	739 535	756 938	762 680	815 786	797 419	794 679	796 283	828 297	4,2%	1,5%
Dépôts collectés (- encaisses)	559 364	571 291	601 656	617 582	603 035	603 528	610 368	628 757	4,2%	1,8%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	73 770	78 978	84 225	91 057	91 315	94 327	91 905	89 462	-5,2%	-1,8%
Excédent des opérations diverses des EC	25 305	24 125	23 313	10 121	13 410	4 684	4 035	13 237	182,6%	30,8%
Réescompte	11 114	17 762	17 751	9 831	9 763	9 896	9 044	9 725	-1,7%	-1,1%
Position extérieure nette des EC (si négative)	69 983	64 783	35 734	87 195	79 895	82 243	80 930	87 116	5,9%	-0,1%
Solde Emplois-Ressources Clientèle (déficit)	135 784	134 480	125 044	136 796	144 560	146 545	145 117	149 736	2,2%	9,5%

Les crédits à l'économie

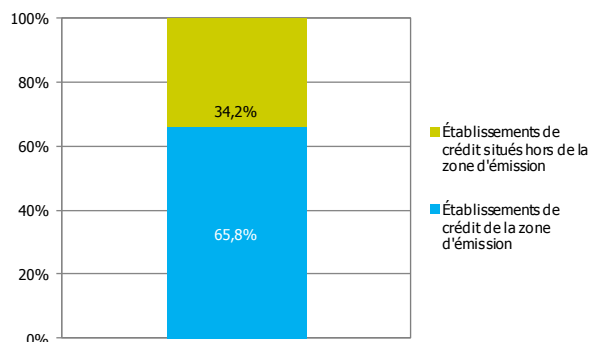
Les concours des établissements locaux

En millions de F CFP	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	Variations	
									1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	83 319	74 775	79 477	77 838	75 069	78 142	80 409	78 406	0,3%	0,7%
<i>Créances commerciales</i>	3 541	3 429	3 187	3 054	2 684	2 841	2 712	2 880	1,3%	-5,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 566	43 797	48 474	53 083	50 475	52 145	54 738	53 411	2,4%	0,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 308	1 186	1 353	1 437	1 375	1 502	1 678	1 678	11,7%	16,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	36 211	27 550	27 816	21 700	21 910	23 155	22 959	22 115	-4,5%	1,9%
Crédits d'investissement	175 382	184 722	185 351	186 277	182 586	181 416	178 875	185 105	2,0%	-0,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	166 276	175 671	176 897	177 290	173 698	172 671	170 238	176 204	2,0%	-0,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 217	5 905	5 463	5 152	4 984	4 879	4 877	4 841	-0,8%	-6,0%
<i>Crédit-bail</i>	9 106	9 051	8 454	8 988	8 888	8 746	8 637	8 901	1,8%	-1,0%
Crédits à l'habitat	43 143	50 084	54 284	56 927	57 775	56 865	57 126	60 608	6,6%	6,5%
Autres crédits	16 352	13 020	11 349	10 576	11 000	10 383	10 693	10 873	4,7%	2,8%
Encours sain	318 195	322 602	330 462	331 618	326 430	326 806	327 102	334 992	2,5%	1,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	63 766	63 483	62 697	62 272	62 133	61 254	61 690	62 553	2,1%	0,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	50 025	49 084	47 823	47 812	47 311	46 436	46 947	48 680	4,8%	1,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 896	4 036	4 222	4 061	4 404	4 515	4 178	3 949	-12,5%	-2,8%
<i>Crédit-bail</i>	9 845	10 363	10 653	10 399	10 418	10 303	10 566	9 924	-3,7%	-4,6%
Crédits à l'habitat	259 990	264 443	278 260	300 644	303 205	306 736	310 537	320 512	4,5%	6,6%
Autres crédits	5 817	5 986	4 434	4 246	3 893	4 142	4 051	4 006	-3,3%	-5,7%
Encours sain	329 572	333 912	345 391	367 162	369 231	372 132	376 279	387 070	4,0%	5,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1 441	1 424	2 054	2 480	1 306	1 057	1 232	4 572	332,6%	84,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	430	509	1 089	2 193	826	765	899	3 846	n.s.	75,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 011	915	965	287	480	292	333	726	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	9 030	11 441	11 415	13 860	13 174	12 905	12 788	12 549	-2,8%	-9,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	8 858	11 305	11 116	13 125	12 424	12 193	12 093	11 906	-2,4%	-9,3%
Autres crédits	1 000	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Encours sain	11 472	12 865	13 469	16 339	14 480	13 962	14 020	17 121	22,6%	4,8%
Autres agents										
Encours sain	15 424	15 295	14 534	15 675	12 170	12 011	12 513	14 449	20,3%	-7,8%
TOTAL										
Encours sain	674 663	684 674	703 856	730 794	722 312	724 911	729 914	753 632	4,0%	3,1%
Créances douteuses brutes	20 484	21 095	22 844	23 583	25 283	25 162	25 571	24 861	-1,2%	5,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	8 029	8 562	9 191	8 811	10 212	9 963	10 370	9 607	-3,6%	9,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	4 821	5 264	5 247	4 714	5 338	4 999	5 759	5 345	6,9%	13,4%
<i>(dt) Ménages</i>	3 201	3 295	3 940	4 048	4 460	4 571	4 364	4 059	-11,2%	0,3%
Provisions	12 455	12 533	13 653	14 773	15 072	15 199	15 201	15 254	0,4%	3,3%
Encours brut total	695 147	705 769	726 700	754 378	747 595	750 073	755 485	778 493	3,8%	3,2%
Taux de créances douteuses	2,95%	2,99%	3,14%	3,13%	3,38%	3,35%	3,38%	3,19%	-0,16 pts	0,07 pts
Taux de provisionnement	60,8%	59,4%	59,8%	62,6%	59,6%	60,4%	59,4%	61,4%	1,0 pts	-1,3 pt

Ensemble des établissements de crédit

En millions de F CFP	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	Variations	
									1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	83 637,6	75 075,2	81 002,5	80 254,4	77 142,3	80 172,8	84 546,6	82 632,9	3,1%	3,0%
<i>Créances commerciales</i>	3 541,0	3 428,8	3 187,0	3 054,5	2 703,2	2 861,8	2 729,1	2 879,6	0,6%	-5,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 814,0	44 024,2	48 695,8	53 525,7	50 695,7	52 365,5	54 958,0	53 631,6	2,4%	0,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 308,2	1 185,8	1 353,4	1 436,7	1 374,9	1 502,0	1 678,3	1 677,6	11,7%	16,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	36 282,6	27 622,2	29 119,7	23 674,3	23 743,4	24 945,6	26 859,5	26 121,8	4,7%	10,3%
Crédits d'investissement	235 172,9	242 294,2	242 869,0	239 385,3	236 188,0	235 432,4	229 469,8	245 522,4	4,3%	2,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	226 017,2	233 196,9	234 305,0	230 081,9	226 982,7	226 374,1	220 472,3	236 184,3	4,3%	2,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 217,2	5 905,2	5 463,4	5 152,4	4 983,6	4 878,8	4 876,7	4 840,7	-0,8%	-6,0%
<i>Crédit-bail</i>	9 155,7	9 097,3	8 564,0	9 303,4	9 205,3	9 058,3	8 997,5	9 338,1	3,1%	0,4%
Crédits à l'habitat	117 498,1	127 083,8	136 937,9	142 749,6	143 062,7	144 223,6	145 305,4	151 066,4	4,7%	5,8%
Autres crédits	16 620,1	13 267,4	11 573,4	10 776,5	11 000,1	10 570,2	10 880,6	11 047,4	4,5%	2,5%
Encours sain	452 928,7	457 720,5	472 382,8	473 165,8	467 393,1	470 399,1	470 202,4	490 269,1	4,2%	3,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	74 536,3	74 516,6	73 797,4	73 261,6	73 394,2	72 588,4	73 206,9	73 913,1	1,8%	0,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	60 795,6	60 117,6	58 923,0	58 801,3	58 572,2	57 770,8	58 463,3	60 040,2	3,9%	2,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 895,7	4 035,7	4 222,0	4 060,8	4 404,2	4 514,6	4 177,6	3 949,0	-12,5%	-2,8%
<i>Crédit-bail</i>	9 845,0	10 363,3	10 652,5	10 399,4	10 417,9	10 303,1	10 566,1	9 923,9	-3,7%	-4,6%
Crédits à l'habitat	329 342,3	337 957,4	360 770,6	382 135,6	385 710,3	389 895,2	392 826,1	401 593,4	3,0%	5,1%
Autres crédits	5 822,8	5 997,5	4 746,6	4 308,8	3 954,5	4 201,5	4 109,7	4 062,4	-3,3%	-5,7%
Encours sain	409 701,4	418 471,5	439 314,7	459 706,0	463 059,1	466 685,1	470 142,7	479 568,8	2,8%	4,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1 441,3	1 424,4	2 053,7	2 479,7	1 306,1	1 056,7	1 231,7	4 571,9	332,6%	84,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	429,9	508,9	1 088,7	2 192,7	826,5	764,9	899,1	3 845,8	n.s.	75,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 011,5	915,5	965,0	287,0	479,7	291,9	332,6	726,1	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	71 469,7	92 643,1	103 400,0	135 367,5	138 381,7	147 132,8	144 731,4	150 216,0	2,1%	11,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	71 298,0	92 507,2	103 101,5	134 633,2	137 632,0	146 420,2	144 036,5	149 573,1	2,2%	11,1%
<i>Crédit-bail</i>	171,6	135,9	298,6	734,3	749,7	712,7	694,8	643,0	-9,8%	-12,4%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Autres crédits	1 151,6	142,6	135,7	124,5	123,7	119,9	119,2	115,4	-3,8%	-7,3%
Encours sain	74 062,6	94 210,1	105 589,4	137 971,7	139 811,6	148 309,5	146 082,3	154 903,3	4,4%	12,3%
Autres agents										
Encours sain	15 715,1	15 589,7	19 826,5	21 989,0	18 975,3	18 137,2	19 437,3	20 735,4	14,3%	-5,7%
TOTAL										
Encours sain	952 407,8	985 991,8	1 037 113,4	1 092 832,5	1 089 239,1	1 103 530,8	1 105 864,7	1 145 476,7	3,8%	4,8%
<i>dont ECHZE</i>	277 744,9	301 317,7	333 257,6	362 038,2	366 927,1	378 619,8	375 951,0	391 844,7	3,5%	8,2%
Créances douteuses brutes	29 605,9	29 377,8	31 526,4	31 704,7	33 529,1	33 025,2	34 286,5	32 845,0	-0,5%	3,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	16 607,4	15 926,3	14 544,2	13 494,8	14 768,3	14 471,4	15 635,1	14 234,1	-1,6%	5,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	12 647,1	11 887,5	9 445,9	8 223,4	8 517,3	8 360,0	9 731,7	8 701,9	4,1%	5,8%
<i>(dt) Ménages</i>	3 953,2	4 035,2	5 094,9	5 222,5	5 837,5	5 717,9	5 656,3	5 329,5	-6,8%	2,0%
<i>Provisions</i>	12 998,5	13 451,5	16 982,2	18 210,0	18 760,8	18 553,8	18 651,4	18 610,8	0,3%	2,2%
Encours brut total	982 013,8	1 015 369,6	1 068 639,8	1 124 537,2	1 122 768,2	1 136 556,0	1 140 151,2	1 178 321,7	3,7%	4,8%
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,0%	2,9%	3,0%	2,8%	3,0%	2,9%	3,0%	2,8%	-0,1 pts	0,0 pts
<i>Taux de provisionnement</i>	43,9%	45,8%	53,9%	57,4%	56,0%	56,2%	54,4%	56,7%	0,5 pts	-0,8 pts

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Jean-David NAUDET – Responsable de la rédaction : Jean-David NAUDET

Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : mai 2018